



LA UNE

Sahem Boukadous, une vie dans les geôles de Ben Ali

Par Pierre Puchot

Article publié le jeudi 20 janvier 2011

La nuit avait pourtant été agitée. Mercredi à Mourouj, dans un quartier de Tunis, un groupe d'au moins huit miliciens avait attaqué la position tenue par l'armée, sans que l'on déplore de victime. Au petit matin du jeudi 20 janvier, on apprenait cependant le décès d'un militaire à Bizerte, au nord de la Tunisie, abattu par un sniper alors qu'il rentrait dans la base locale pour délivrer un courrier...

Un soldat devant le siège du RCD, jeudi 20 janvier © PP Pour le reste, la journée tunisienne fut surtout émaillée de petits bonheurs et de grandes scènes de joie collectives. Pour son premier conseil des ministres, le gouvernement tunisien a d'ailleurs lancé une série d'annonces spectaculaires, dont l'arrestation de 33 membres de la famille de l'ancien président Ben Ali. Le tout transmis en direct sur twitter par le blogueur Slim Amamou, devenu secrétaire d'État à la jeunesse et aux sports après son séjour en prison. De son côté, le Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD, ex-parti de Ben Ali) annonçait qu'à la suite de la démission de plusieurs des membres du bureau politique, le bureau politique du parti était dissous. La fin du RCD n'est donc désormais qu'une question de jours.

A Tunis, le 20 janvier 2010 © PP

Dans les rues de Tunis, les manifestants, rassemblés devant le siège du RCD, demandaient toujours la dissolution du parti et la démission du gouvernement, mais dans la joie, sans plus désormais devoir craindre la répression policière, fraternisant avec les militaires, et poussant même la chansonnette :

(À Tunis, devant le siège du RCD, plusieurs centaines de manifestants chantent l'hymne national © PP)

Mais la grande nouvelle du jour, c'était le retour dans leurs familles des prisonniers arrêtés pour des motifs politiques ces derniers mois. 1.800 en tout, soit officiellement l'ensemble des prisonniers politiques du pays, selon l'annonce faite mercredi par le gouvernement.

Sahem Boukadous, en 2009 © DR Mediapart a recueilli le témoignage du journaliste et dissident Sahem Boukadous. Libéré mercredi à 15h de la prison près de Gafsa, où il était détenu depuis le 15 juillet 2010 pour « diffusion d'information de nature à troubler l'ordre public ». Né le 9 octobre 1970, militant de l'union générale des étudiants tunisiens, puis du parti communiste ouvrier tunisien, il raconte le quotidien en prison sous Ben Ali, qu'il a connue à plusieurs reprises depuis 1994, et ses années de clandestinité.

Sahem Boukadous, racontez-nous le détail de votre libération. Mercredi à 14h, le directeur de prison m'a simplement fait venir dans son bureau, pour me dire que je serais libre dans quelques

minutes. Je suis sorti une heure plus tard. J'avais confiance, car mon cas avait été médiatisé. Je pensais sortir dans quelques mois, mais le mouvement, qui a trouvé sa première concrétisation le 14 janvier avec le départ de Ben Ali, a accéléré ma libération.

Depuis le début des années 1990, vous avez passé la majorité de votre vie en prison ou dans la clandestinité.

Ce régime de Ben Ali s'était fait une spécialité de traquer les opposants et les militants des droits de l'homme et de les condamner à une vie impossible. J'ai commencé à militer au lycée, au début des années 1990, et je me suis ensuite engagé dans l'Union générale des étudiants tunisiens. En 1994, j'avais alors 20 ans, et j'ai été condamné avec Afef, qui est depuis devenue ma femme, à cinq années de prison pour nos activités militantes. J'avais fui Tunis, et j'ai passé trois années dans la clandestinité, en changeant de ville et d'identité aussi souvent que possible. Puis je suis rentré, pour être condamné à deux années de prison avec sursis lors d'un nouveau procès. En 1998, la police politique me recherchait car, avec d'autres militants des droits de l'homme, nous avions publié un texte qui s'intitulait : « *Les familles qui tuent la Tunisie* ». C'était la première fois que l'on parlait ouvertement des grandes familles de Ben Ali, des Trabelsi, et des autres. J'ai donc dû à nouveau quitter ma famille et mes activités pour me cacher, sous plusieurs identités. Arrêté en 1999, j'ai passé 17 mois en prison à Tunis. Il y a eu d'autres affaires de ce genre. La dernière fois, ce fut en 2008, quand la police politique me recherchait à cause du reportage que j'avais réalisé au moment de la grande grève du grand bassin minier de Gafsa. Je suis une nouvelle fois retourné dans la clandestinité, avant d'être finalement arrêté, puis condamné, à quatre ans de prison à l'été 2010. nd

Quel était votre quotidien dans cette prison située à sept kilomètres de Gafsa, au sud de la Tunisie, où vous étiez détenus depuis l'été 2010 ?

Imaginez-vous une pièce de quatre mètres sur cinq, notre cellule lorsque je suis arrivé, dans laquelle vivent et dorment 23 personnes. Vous ne pouvez même pas vous allonger tellement il y a de monde. C'était terrible. On a fini par lancer une série de grèves de la faim, la mienne a duré 37 jours, en essayant aussi tout type de petites actions, comme le refus de sortir de la cellule, etc. Et finalement, nous sommes passés de 23 à 16 dans la chambre. Une petite victoire, que nous avons gagnée tous ensemble, tout prisonniers de droit commun que nous étions officiellement. Après, évidemment, il était impossible de communiquer à l'extérieur, de recevoir des livres, encore moins de voir ma femme. A l'intérieur même de la prison, nous étions six à avoir participé au mouvement du bassin minier de Gafsa, mais nous étions séparés et l'on ne nous permettait pas de communiquer. Il fallait que je passe



par les autres détenus, moins médiatisés que moi, pour qu'ils me transmettent un peu d'argent, ou parfois un journal. Heureusement, il y avait la télévision, ça vous maintient un peu en contact avec l'extérieur. D'une manière générale, la prison était très désorganisée, les gardiens faisaient un peu ce qu'ils voulaient, ça dépendait de leur humeur. Moi, ils me laissaient un peu tranquille, mais ce n'était pas le cas des autres prisonniers, dont certains subissaient des visites hebdomadaires très violentes, et étaient souvent roués de coups par exemple. En fait, c'était quand même moins dur cette fois-ci que les précédentes, parce qu'en tant que journaliste, mon cas était médiatisé.

Moins dur qu'en 1999, notamment, quand vous étiez emprisonné à Tunis ?

C'était au plus fort d'un régime, un régime policier, basé sur la peur, conçu par Ben Ali en personne, à toutes les échelles. Vous imaginez ce que cela donnait en prison... Je commençais à faire de la tachycardie, et c'est là aussi que je suis devenu asthmatique, une maladie qui empire dans ce genre de condition de vie, quand on dort les uns contre les autres, dans des endroits sales, et très humides. Et la plupart du temps, nous étions privés de médicaments. J'ai bien failli y passer, comme d'autres prisonniers de ma prison, qui eux avaient le malheur d'être diabétiques, et n'ont pas pu résister bien longtemps aux mauvais traitements. C'était aussi une configuration différente : nous étions parqués dans une pièce qui contenait 120 prisonniers, ce qui diminuait d'autant notre sécurité. J'ai été attaqué plusieurs fois, par les agents de la prison, et les prisonniers que les gardiens payaient pour nous mettre une pression continue.

Outre les militants des droits de l'homme, les militants islamistes ont été très durement réprimés, dans les périodes où vous étiez vous-même en prison...

Ils étaient nombreux, oui, mais les gardiens ne faisaient aucune différence. Jusqu'en 2005, c'était principalement les militants du parti Nahda (Renaissance), qui n'ont jamais rien eu de radical. Ensuite, on s'est mis à croiser de plus en plus de militants sala-

fistes, où en tout cas présentés comme tels. C'est à partir de cette date aussi que l'on a vu affluer les syndicalistes du bassin minier de Gafsa, que l'on tentait certainement de décourager. Pour en revenir aux salafistes, qui sont près de 2.000 derrière les barreaux, je suis d'avis de les relâcher, pour que l'on puisse vraiment repartir de zéro. Parce que les condamnations se sont faites sous de faux prétexte, qu'on ne sait pas qui est qui... Aujourd'hui, il faut libérer tous les militants emprisonnés. nd

Et ce n'est pas le cas ? Le gouvernement a pourtant annoncé mercredi qu'il relâchait tout le monde...

Non, ce n'est pas vrai, en tout cas d'après les informations dont je dispose ce jeudi après-midi. Outre les militants considérés comme salafistes, du moins officiellement, plusieurs militants des bassins miniers sont toujours en prison, tout comme le jeune militant étudiant, Zouhair Zouidi. J'en ai parlé à Nejjib Chebbi (*le ministre PDP du développement régional et local*). J'espère qu'ils seront libérés ce soir au demain.

Que ressentez-vous aujourd'hui ? Quels sont vos projets ?

Je prépare un livre sur ces vingt ans de luttes que nous avons menés avec ma femme et d'autres pour la liberté de la presse et les droits de l'homme en Tunisie. Mais avant cela, je vais déjà faire le tour des médecins, parce pour un quadragénaire, j'ai un corps de vieillard, et je n'ai pas envie que les séquelles de mes années en prison me coupent de cette Tunisie nouvelle dont nous rêvions tant. Vous savez, je crois qu'il est désormais impossible que l'on nous marche dessus à nouveau. Nous avons tant souffert, dans l'indifférence. Aujourd'hui, nous sommes un peuple cultivé et courageux, qui sait ce que la dictature veut dire, et qui ne se lassera pas entraîner dans des expériences politiques hasardeuses, militaire, islamiste ou autre. Je n'ai même pas peur d'une ingérence étrangère. Quel intérêt une puissance, fût-elle très voisine comme la Libye, aurait à venir embêter notre petit pays ? Nous avons enfin notre destin entre nos mains, et je crois vraiment que la démocratie va régner en Tunisie et se pérenniser.

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Éditrice de Mediapart (SAS). Capital social : 4 017 200 €.

Immatriculation : n° 500 631 932 RCS Paris. Numéro de CPPAP : en cours.

Président : Edwy Plenel. Directeur éditorial : François Bonnet.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Courriel : contact@mediapart.fr . Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08. Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90.